



## La grande escroquerie concernant les banques grecques

Par [Vangelis Goulas](#)

Mondialisation.ca, 06 novembre 2015

iskra.gr 11 octobre 2015

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Ils se préparent à les livrer aux Français et aux Allemands et ils présentent cela comme une mesure contre les ... oligarques !

Lors des déclarations d'Alexis Tsipras sur son programme, l'un des rares points qui ont suscité des applaudissements dans les rangs des députés de la coalition gouvernementale a concerné les banques. Le Premier ministre a qualifié leur recapitalisation imminente - dont le peuple grec va encore supporter le poids, puisque cela va augmenter la dette - comme la dernière occasion de sauver le système bancaire grec. Pour prévenir le mécontentement justifié des contribuables, il a promis que cette fois les banques nécessitant une recapitalisation sur fonds publics auront le management correspondant.

Les députés de la coalition gouvernementale se sont enthousiasmés à cette déclaration, croyant que cela signifierait contrôle du gouvernement, de l'Etat, de la société sur les banques ayant succombé à de multiples égarements. C'est le signe d'un grande légèreté... prouvant que la plupart d'entre eux n'ont même pas lu le troisième Mémoire qu'ils ont voté de façon expéditive. Car ce que programme le Mémoire, de façon parfaitement inflexible, est une recapitalisation-« assainissement » qui abandonnera le contrôle des banques grecques au capital financier européen, essentiellement français et allemand. Et comme les banques contrôlent la circulation de l'argent et des prêts, leur abandon aux « partenaires » signifie que ces derniers pourront avoir la main sur une série d'entreprises grecques d'importance stratégique directement dépendantes des prêts bancaires.

Exagération ? Jugez par vous-mêmes. Voyez ce que dit précisément le 3e Mémoire dans le chapitre 3 concernant la « Sauvegarde de la stabilité financière ».

*« L'indépendance du Fonds de Stabilité Financière sera intégralement respectée, et son domaine de compétence sera renforcé pour éviter toute intervention préventive. »*. Soit : le gouvernement n'aura pas la moindre possibilité de contrôle sur l'institution chargée de réaliser la recapitalisation. Mais cela n'est rien.

*« D'ici à la mi-octobre 2015, la loi concernant le Fonds de Stabilité Financière sera modifiée de façon (entre autres)... que soit constitué un comité pour la sélection des membres du CA du Fonds. Ce comité sera composé de six experts indépendants, trois d'entre eux (dont le président qui aura voix prépondérante en cas de partage égal des voix) devant être nommés par les institutions de l'UE. »* Ce qui signifie, en langage clair, que les Français et les Allemands auront un contrôle absolu sur le Fonds « grec » de Stabilité Financière et, par l'intermédiaire de celui-ci, sur l'administration et le management des banques.

« Le gouvernement n'interviendra pas dans l'administration des banques, dans leurs décisions et leurs actes commerciaux : elles continueront à fonctionner selon les règles du marché. ». Oubliez donc toute idée d'annulation des dettes des particuliers surendettés, d'octroi de liquidités aux petites et moyennes entreprises etc. La règle sera donc le profit des « investisseurs » étrangers et des oligarques grecs transformés en partenaires de second ordre.

« Les membres du CA et des hauts cadres dirigeants des banques seront nommés sans intervention de l'Etat. D'ici à la fin février 2016, le Fonds grec (!) de Stabilité Financière, avec l'aide d'un conseiller international indépendant, adoptera un programme de passage en revue de tous les CA des banques [et voilà la dépendance totale envers les créanciers, qu'Alexis Tsipras a présenté comme une proposition venant de lui et ... presque anticapitaliste !]. D'ici à la fin juin 2016 les membres des CA pourront être remplacés de sorte à assurer que les CA des banques comprennent au moins trois experts internationaux...Ces experts seront aussi les présidents de tous les comités des CA. ». En d'autres termes : abandon total de l'administration et du management aux représentants du capital financier européen.

Conclusion évidente : le système financier grec, de par la responsabilité des oligarques et des gouvernements précédents, se trouve à l'état de zombie et ne peut être sauvé, sous sa forme actuelle, par une quelconque recapitalisation. Deux chemins s'ouvrent devant nous : soit son abandon total aux créanciers, le peuple devant une fois de plus supporter le fardeau de ce sauvetage ; soit sa nationalisation, avec un contrôle social, dans le but de le mettre au service des besoins sociaux et d'un développement économique favorable à la population. Mais cette seconde voie implique la rupture avec l'eurozone et le rétablissement de la souveraineté nationale et financière. Il n'y a pas de troisième voie. Tout le reste n'est que piteuses feuilles de vigne et prétextes à lourdes fautes.

Vangelis Goulas

Traduction : Joelle Fontaine, [unité populaire](#)

La source originale de cet article est [iskra.gr](#)

Copyright © [Vangelis Goulas](#), [iskra.gr](#), 2015

---

Articles Par : [Vangelis Goulas](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)